

# IMPACT DES POLITIQUES AGRICOLES SUR LES CONDITIONS DE VIE SOCIOECONOMIQUE DES POPULATIONS DE LA COMMUNE DE KLOTO 2 AU TOGO

**Bawuinapaté ASSIKI**

*Université de Lomé*

**Komitse Mawufemo ZOYIKPO**

*Université de Lomé*

**Komivi BOKO**

*Université de Lomé*

**Kokou Mawulikplimi GBEMOU**

*Université de Lomé*

**AMEGEE Kodjopatapa Messan,**

*Université de Lomé*

## Résumé

*Longtemps connue comme un milieu de forte production agricole et d'attraction touristique, la commune de Kloto 2 est marquée de nos jours par une baisse de niveau de production agricole. La faiblesse des politiques agricoles dans la prise en compte holistique des problèmes fonciers, financiers, techniques des producteurs constitue un ensemble de facteurs des conditions socio-économiques de la population de cette commune. L'objectif du présent article est d'analyser l'impact des politiques agricoles sur les conditions de vie socioéconomique des populations de la commune de Kloto 2 au Togo. La méthodologie adoptée pour la collecte des données est à la fois qualitative et quantitative. Elle a permis de démontrer, en termes de résultats, que le déficit d'accompagnement financier suffisant des producteurs conduit à la faible production agricole dans la commune de Kloto 2.*

**Mots-clés :** *Impact, politiques agricoles, projets, conditions de vie, Togo.*

## Abstract

*Long known as an area of high agricultural production and tourist attraction, the commune of Kloto 2 is today marked by a decline in the level of agricultural production. The weakness of agricultural policies in holistically*

*taking into account the land, financial and technical problems of producers is one of the factors contributing to the socio-economic conditions of the commune's population. The aim of this article is to analyze the impact of agricultural policies on the socio-economic living conditions of the populations of Kloto 2 commune in Togo. The methodology adopted for data collection is both qualitative and quantitative. The results show that the lack of adequate financial support for producers leads to low agricultural production in the commune of Kloto 2.*

**Keywords :** *Impact, agricultural policies, projects, living conditions, Togo.*

## **Introduction**

Au lendemain des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) des années 1980-1990, les Etats africains ont trouvé la nécessité de faire de l'investissement agricole une stratégie politique devant promouvoir l'agriculture, connue dans toutes ses dimensions comme un levier de développement économique, social, industriel voire culturel. A en croire, bien de littératures agro-économiques, sociologiques, anthropologiques et politiques démontrent depuis lors que la croissance agricole, bien que vacillante par moment et par endroit en Afrique, nourrit l'espoir de toutes les populations qui investissent dans l'agriculture avec des moyens non moins concurrents sur l'échiquier international. Elles vivent d'une agriculture familiale et de subsistance confrontée à de multiples crises foncières, alimentaires et financières. Cela constitue des éléments incitateurs des Etats africains à développer des politiques, programmes et projets agricoles et financiers allant dans la droite ligne de la gestion des terres, dans le développement agricole, dans la lutte contre la faim et la pauvreté, tel qu'exprimé par les Objectifs du développement durable pour assurer la sécurité alimentaire des populations.

Dans la littérature agro-économique, on distingue deux courants qui expliquent la dynamique du secteur agricole. Le premier prône le développement de la petite agriculture pour

assurer la sécurité alimentaire à l'échelle nationale et au niveau des ménages ruraux. Le second courant met l'accent sur le rôle de l'agriculture dans les premiers stades de développement et de transformation structurelle de l'économie. Pour jouer pleinement ce rôle, le secteur doit connaître une amélioration de la productivité induisant une libération de surplus économique et de travail pour le développement d'autres secteurs jugés plus valorisant des ressources en capital et travail, en particulier l'industrie.

Au titre des politiques agricoles mises en œuvre dans le secteur agricole, on peut noter la Déclaration de Politique de Développement Agricole (DPDA) élaborée pour la période de 1993-1997, réajustée pour la période 1996-2000 en raison des troubles socio-politiques qui ont empêché sa mise en œuvre au cours des premières années. S'agissant de la Stratégie de croissance du secteur agricole, elle est élaborée pour les besoins agricoles de 2002-2006. Par la suite, en s'inspirant des orientations du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDA) adopté à Maputo en 2003, l'Etat togolais a élaboré, en cohérence avec la politique agricole régionale, une Note de Politique Agricole (NPA) pour la période de 2007-2011 à laquelle le PNIASA est adossé. A travers la NPA, le secteur s'était fixé comme objectifs principaux d'accroître le revenu des exploitants agricoles et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des ruraux, dans des conditions de développement durable, et avec une attention particulière sur les populations les plus pauvres ou les plus vulnérables (notamment les jeunes et les femmes). Faisant suite à la NPA, la Politique nationale de Développement Agricole du Togo (PNDAT) est mise sur pied en 2012 pour la période de 2013-2022.

Cette politique au moment où elle allait être adoptée par le gouvernement togolais, a été après analyse jugée moins ambitieuse par rapport aux résultats déjà affichés par la mise en

œuvre du PNIASA. Pour ce faire, l'Etat togolais a donné des orientations précises au secteur agricole en 2014 pour :

- poursuivre les investissements dans les infrastructures, tout en accompagnant activement la mutation du secteur agricole. La modernisation de l'agriculture doit baliser la voie pour l'essor des industries de transformation et la multiplication des Petites et Moyennes Entreprises (PME/PMI) et même de très petites entreprises.
- concentrer les efforts sur les activités de services, en mettant un accent tout particulier sur la logistique. Fort de sa longue tradition des échanges commerciaux, le Togo a ainsi toutes les cartes en main pour se positionner comme le hub d'affaires par excellence, dans une sous-région en pleine croissance (République Togolaise, 2022, p.6).

Toutes ces orientations étatiques ont conduit à l'élaboration d'une nouvelle politique agricole pour la période 2015-2030. Il s'agit du PNIASAN. Cette dernière vise à réaliser « une agriculture moderne, durable et à haute valeur ajoutée au service de la sécurité alimentaire nationale et régionale, d'une économie forte, inclusive, compétitive et génératrice d'emplois décents et stables à l'horizon 2030 » (République Togolaise, 2022, p.6). La principale stratégie envisagée pour la mise en œuvre de la nouvelle politique agricole (2015-2030) repose sur une approche de développement intégré basé sur les agropoles.

On note, à travers toutes ces politiques agricoles le regain d'intérêt de l'Etat togolais et ses partenaires pour le développement agricole. Pour M. R. Doukkali et T. Guedegbe (2017, p.52), l'important est de toujours s'interroger si ces

politiques se traduisent par une croissance du secteur. Le présent article traite de la question d'impact de ces politiques sur les conditions de vie des populations à la base, en général, et celle de la commune de Kloto 2, en particulier. Le plan que voici structure l'article : problématique (i), considérations théoriques (ii), méthodologie adoptée (iii), résultats obtenus (iv) et discussions des résultats (v).

## **1. Problématique**

L'amélioration de la productivité agricole constitue le majeur problème du monde rural en Afrique, malgré la mise en œuvre de plusieurs politiques, programmes et projets censés améliorer les conditions de vie et de travail des populations. La transformation structurelle de l'agriculture reste un besoin essentiel de la politique de développement qui doit se traduire par la mise en œuvre d'une politique agricole efficace. Le développement de l'agriculture, qui représente plus de la moitié du produit intérieur brut, repose sur l'action conjuguée de multiples acteurs (FAO, 2007, p.26).

Les universités et centres de formation agricole tels l'Institut Nationale de Formation Agricole (INFA de Tové) ont un rôle majeur dans le développement rural en mettant à la disposition du monde agricole des cadres et techniciens agricoles chevronnés pour appuyer les producteurs dans leurs pratiques agricoles à travers les institutions d'accompagnement et d'encadrement comme l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA) et l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT).

Au-delà de la formation et de l'encadrement technique des producteurs, des actions sont entreprises également à travers le Plan National de Développement (PND) du Togo dont les axes stratégiques qui déclinent les programmes et projets de politique agricole. Ces axes mettent l'accent sur la promotion des pôles

manufacturiers et industriels de transformation agricole garantissant la consolidation du développement national par le renforcement des mécanismes d'inclusion sociale. La modernisation de l'agriculture ouvre la création des agropoles et l'aménagement de zones agricoles dans les différentes régions du pays.

Depuis 2010, le Programme national d'investissement agricole de sécurité alimentaire (PNIASA) permet d'augmenter substantiellement l'investissement public dans le domaine de l'agriculture avant d'être doublé en 2015 du volet de sécurité alimentaire et nutritionnelle par sa transformation en PNIASAN. Ce dernier programme prend en compte les infrastructures de production agricole, l'aménagement spatial, la création des unités de transformation et la mise en place du cadre juridique institutionnel pour répondre à l'insécurité alimentaire et garantir la croissance de revenu aux exploitants. Ce programme regorge d'une kyrielle de projets tels que le Projet d'appui au développement agricole au Togo (PADAT), le Projet d'appui au secteur agricole (PASA), le Projet de productivité agricole en Afrique de l'ouest-Projet Togo (PPAAO/WAPP) et le Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER). Dans la même logique d'assurer la sécurité alimentaire, l'Agence nationale de sécurité alimentaire au Togo (ANSAT) depuis 2008 est chargée de subventionner les producteurs et d'assurer l'achat des produits agricoles dès la moisson en vue du stockage pour la revente en période de pénurie.

Le financement du secteur agricole par le projet MIFA s'est basé sur le partage des risques de recouvrement des producteurs agricoles auprès des banques ou institutions financières locales par le fait que l'Etat et ses partenaires sont portés garants pour l'octroi des crédits agricoles. Ces financements devraient permettre d'augmenter la production agricole qui emploie plus de 65% de la population active et dégage 40,8% du produit intérieur brut (FAO, 2012, p.19 ; PND 2022, p.22). La préfecture

de Kloto, située dans la région des plateaux, est particulièrement connue pour son potentiel agricole, notamment la fertilité des sols et le climat tropical de type soudano-guinéen qui favorisent le développement de diverses cultures.

Cependant, les maladies végétales, les aléas climatiques et l'insuffisance de la main d'œuvre valide relative au désintéressement des jeunes des activités agricoles sont facteurs de maigres rendements engrangés par les paysans de la commune de Kloto 2 qui pratiquent une agriculture dépendante de la nature. Le niveau de productivité relativement bas ne permet pas aux paysans de tirer pleinement profit des durs labeurs consentis. Le pouvoir public doit pouvoir mettre l'accent sur l'amélioration des techniques culturales, l'introduction de technologies visant l'intensification agricole et la diversification des cultures (FAO, 2013, p.2). Les conditions de vie des populations de Kloto 2 sont marquées par la persistance de la précarité due au faible rendement agricole dans cette localité qui autrefois, était le grenier du Togo. Le niveau de pauvreté chez les populations rurales se situe à 73% contre 58,7% au niveau national (INSEED, 2018-2019, p.3).

A voir le chapelet de projets des politiques agricoles et la réalité des conditions socio-économiques des populations rurales, un déphasage frappant se dégage. Seuls les producteurs agricoles réunis en Sociétés Coopératives (Scoop) bénéficient des programmes et projets agricoles, cela en respect des exigences de la loi de OHADA du 15 décembre 2010 sur le droit des Scoop. Les producteurs qui ne font partie d'aucune Scoop se voient ainsi éliminés des avantages qu'offrent l'Etat aux paysans qui, à majorité, sont analphabètes ou ont un faible niveau d'instruction. En se référant à la base de données des Scoop pour assurer sa mission de facilitateur de moyens de production agricole l'Etat a laissé pour compte plusieurs producteurs éligibles à différents projets agricoles. Ainsi, la mise en œuvre des politiques agricoles, selon plusieurs acteurs (paysans, autorités

traditionnelles, mouvement associatif) ne déclenche pas à proprement parler l'amélioration des conditions de vie des habitants ruraux de Kloto 2. Pourquoi les conditions socio-économiques de la population de Kloto 2 demeurent-elles précaires malgré la mise en œuvre de plusieurs projets de la politique agricole au Togo ? Il ressort de cette interrogation, les questions spécifiques suivantes : Quels sont les facteurs explicatifs de la persistance de la précarité rurale dans la commune de Kloto 2 ? Quels effets les projets agricoles exécutés ont-ils sur le niveau de vie des bénéficiaires dans cette commune ? En termes d'hypothèse, la persistance de la précarité des conditions socio-économiques de la population de Kloto 2 s'explique par les approches de mise en œuvre de plusieurs projets de la politique agricole au Togo.

## **2. Considérations théoriques.**

La théorie des pôles de croissance agricole d'Inter-Réseaux (2016, p.1-6) s'inscrit dans l'analyse des stratégies devant faire des politiques agricoles des leviers de développement des populations rurales, bénéficiaires des programmes et projets agricoles. En effet, selon Inter-Réseaux (2016, p.2), la promotion des partenariats public-privé comme stratégie de financement du secteur agricole en Afrique répond à la volonté d'une transformation de l'agriculture jugée « traditionnelle » en une agriculture à forte mobilisation de capitaux, capable d'accélérer la croissance agricole et de répondre à la demande alimentaire. Cette orientation vers les investissements privés se matérialise par différentes approches dont celle des pôles de croissance agricole ou des agropoles. Bien que ces processus connaissent des avancées différentes selon les pays, ils suscitent plusieurs débats autour du modèle agricole entrepreneurial promu à grande échelle et de sa capacité à répondre aux défis actuels des économies et des sociétés africaines.



Au Togo, l'Etat passe par des micro-finance pour atteindre des paysans qui expriment des besoins de financement de leurs initiatives agricoles. Ce partenariat public-privé demeure un mécanisme par lequel l'Etat entretient des relations avec les producteurs agricoles sur de divers programmes et projets. Dans la commune de Kloto2, des structures de micro-finance sont en partenariat avec l'Etat togolais pour octroyer des prêts agricoles aux producteurs qui remplissent souvent les conditions exigées. Cela témoigne de la volonté et de l'engagement de l'Etat à faire du partenariat financier avec le privé un mécanisme par lequel il peut répondre aux préoccupations de financement des paysans. L'analyse de l'impact des politiques agricoles sur les conditions de vie des producteurs de Kloto 2 est une préoccupation fondamentale dans le présent article.

### 3. Méthodologie

Cette recherche est réalisée avec une méthodologie combinant les techniques quantitative et qualitative. Un taux d'échantillonnage de 5% de la population de la commune de Kloto 2 évaluée à 29. 783 habitants (République Togolaise, 2022) a été retenu pour la construction de l'échantillon aléatoire simple de 131 enquêtés qui ont été soumis à un questionnaire semi structuré sur les différents aspects des projets agricoles exécutés dans la zone.

S'agissant des techniques qualitatives, un total de 15 entretiens individuels et 6 *focus group* ont été effectués avec les personnes-ressources composées des producteurs et techniciens agricoles, des agents de microfinance FUCEC et COOPEC-AD auprès desquelles ont été logés des fonds d'appui aux agriculteurs, les responsables des organisations paysannes, les chefs traditionnels, les responsables de comité villageois de développement et les commerçants de produits agricoles. L'observation a été d'une importance capitale pour apprécier les

réalités et croiser les informations recueillies des entretiens individuels et de groupe. La visite des producteurs dans les champs a permis de relever des faits paysans nécessaires à la compréhension des facteurs déterminant les conditions de vie des populations. En termes de traitement, les données quantitatives ont suivi des analyses statistiques présentées sous formes de tableaux. En outre, l'analyse des données qualitatives, qui a consisté en un recoupement des déclarations issues des entretiens et des comportements observés chez les acteurs, a abouti aux résultats suivants.

#### **4. Résultats**

Les principaux résultats de cette recherche sont construits autour de deux axes qui retracent la précarité rurale malgré l'exécution des projets agricoles, ce qui traduit l'échec desdits projets en termes de financement des producteurs.

##### ***4.1. Persistance de la précarité rurale dans la commune de Kloto : des projets inconnus des bénéficiaires***

L'activité agricole constitue la principale occupation des populations dans la commune de Kloto 2. Cependant, les projets agricoles peinent à impacter positivement les conditions de production et de vie des paysans, ce qui est tangible par des rendements agricoles maigres des producteurs, tel que le souligne cet extrait de l'interview d'un chef canton du milieu.

L'agriculture demeure toujours traditionnelle et dépendante de la nature chez nous, malgré les multiples projets agricoles vantés sur les médias. L'absence de main d'œuvre, l'augmentation du prix des intrants agricoles et de mécanisation accentuent la précarité des producteurs agricoles. L'absence de la mécanisation agricole et d'appui-accompagnement

technique et financier des producteurs par des projets agricoles sérieux manquent dans notre commune.

Il découle de cette affirmation l'expression des maux qui minent le secteur agricole dans la commune de Kloto 2, ce qui soulève les défis à relever dans l'optique de promouvoir l'agriculture dans toutes ses composantes. Dans les localités de cette commune, les investigations révèlent que les paysans ne sont, souvent, pas tous informés des projets agricoles destinés à eux, ce qui souligne une faible sensibilisation pour emporter l'adhésion des paysans aux projets. On dirait que le choix se fait dans une approche d'affinité. Par contre, c'est par auto-organisation et l'entraide que les producteurs courageux obtiennent de prêts financiers à travers un compte d'épargne. Par des champs collectifs dont les récoltes sont vendues et les recettes déposées en épargne auprès d'une microfinance, les paysans prennent sur une base mutuelle des crédits pour financer leurs champs individuels. Les agents de l'ICAT prodiguent des appuis-conseils techniques aux groupements de producteurs, tout comme la Mission catholique qui intervient auprès des paysans de leur église avec des intrants et semences. En outre, les producteurs de riz de quelques villages comme Lavié, Kpimé Séva et Kpimé-Woumé, Kpimé-Hloma ont bénéficié du projet d'Accès des Agriculteurs aux Services Financiers (AGRISEF), co-financé par la banque mondiale à travers le Fonds national de finance inclusive (FNFI).

Le financement des projets agricoles de certaines filières de production à l'exemple du riz, prive les producteurs d'autres filières de l'aide de l'Etat, du moment où l'importance d'une spécialisation des producteurs par culture n'est pas assez remarquée dans l'agriculture traditionnelle à laquelle s'adonne la majorité des paysans qui pratiquent une production familiale et non coopérative. L'impact des qualités pédologiques du sol sur la réussite de certaines cultures comme les céréales joue

aussi en défaveur des efforts des paysans. D'où les appui-conseils et les recherches agricoles servent à orienter les paysans dans le choix des cultures adaptées à leurs sols.

En face des défis de financement agricole par les projets de l'Etat et des problèmes de la non mécanisation, la subvention du prix des intrants, les autorités municipales sont désemparées du fait qu'elles n'ont pas les compétences requises pour régler ces défis, et elles ne se limitent qu'à des actions de sensibilisation laissant ainsi le soin à la hiérarchie de jouer sa partition. « Nos forces ne se limitent qu'aux conseils et aux sensibilisations » affirment un conseiller municipal de la commune Kloto2. Dans de telles conditions, les rendements agricoles subissent un coup dur.

L'observation d'un champ d'arachides à Lavié-Tagbadza montre l'impact de la mauvaise pluviométrie sur les activités champêtres. La sécheresse a des effets néfastes sur les pratiques agricoles qui demeurent précaires et traditionnels malgré les innombrables projets agricoles exécutés pour inverser la tendance.

Ces maigres rendements agricoles proviennent de l'irrégularité des pluies qui fait que les producteurs ne savent plus réellement à quel moment ils doivent semer pour espérer une pluviométrie nécessaire à la réussite de leurs cultures. On note aussi la pauvreté des sols, la mévente des produits récoltés qui décourage les producteurs (Propos d'un paysan, producteur d'arachide, interviewé à Lavié-Tagbadza).

L'importance du service météorologique aux producteurs est aussi déterminante pour la réussite des campagnes agricoles. Les illustrations suivantes précisent l'état des semences qui subissent l'effet de la sécheresse.

## **Illustration N°1 : Effets de la sécheresse sur l'agriculture de la commune Kloto 2**



Source : Résultats du terrain, Juin 2022

Les services météorologiques ne sont assez mis à la disposition des producteurs agricoles pour qu'ils s'organisent véritablement pour prévoir les intempéries relatives à la rupture de pluies au beau milieu des campagnes agricoles pluvieuses. Les changements climatiques influencent les activités des producteurs dans la mesure où les saisons pluvieuses traditionnellement subissent du décalage qui agit sur les cultures en pleine croissance. Cette interruption des pluies constitue un phénomène qui compromet le rendement agricole tel qu'il se pose dans le cas des cultures d'arachide et de maïs, peu résistantes à la sécheresse.

En période normale de sécheresse, les paysans s'occupent des activités de moisson, de confection de greniers, voire des activités de chasse. Sur le plan social cette période de grande sécheresse constitue les périodes des funérailles, des rites traditionnels, des jeux, etc. marquant la période de grand repos des paysans.

L'absence de mains d'œuvres se traduit par le désintéressement de l'agriculture au profit de la conduite des taxis motos, un des nouveaux métiers des jeunes de la commune Klotu 2. Ils se déplacent, pour la plupart des temps à Kpalimé, le nœud économique et administratif de la préfecture de Klotu pour mener l'activité de taxi-moto généralement appelé *Zemidjan*. La précarité des conditions de vie et de travail en découle comme défi quotidien à relever. Les producteurs vivent dans une précarité que traduisent l'état de délabrement des maisons, les conditions nutritionnelles, l'incapacité dans la prise en charge de problèmes de santé et la scolarité des enfants. De tout ce qui précède, on note des perceptions négatives des paysans sur les projets agricoles initiés par l'Etat et ses partenaires techniques et financiers. La rubrique suivante en donne des détails.

#### ***4.2. Le fiasco des projets agricoles : Quel rendement agricole pour des paysans sans crédits financiers ?***

Dans le Klotu, la culture du café et du cacao avait permis d'améliorer les conditions de vie des producteurs dans les années 1970-1990, soit deux décennies de prouesse agricoles. De nos jours, les projets agricoles initiés par le gouvernement ne parviennent pas à soutenir les producteurs en raison de leur inefficacité sur le terrain. « Les producteurs sont réticents aux prêts financiers de projets agricoles, ils veulent voler de leurs propres ailes, c'est-à-dire qu'ils ne veulent pas faire des prêts ou se faire accompagner par les institutions financières » affirment un responsable de microfinance hébergeant les fonds alloués aux projets. Les producteurs affichent une méfiance par rapport aux prêts financiers parce qu'ils craignent de croupir sous l'endettement si les récoltes sont mauvaises. Malgré les possibilités d'allouer de crédits financiers agricoles aux producteurs de diverses cultures, les conditions d'octroi et de remboursement de ces crédits nourrissent les inquiétudes chez

les paysans de Kloto 2. Le témoignage suivant en est assez évocateur :

Les producteurs ont plusieurs produits à leurs dispositions, mais ils ne s'approchent pas des institutions. Notre microfinance réserve 15 % de son budget chaque année pour le secteur agricole et nous accompagnons les producteurs par une approche chaînes de valeurs, c'est-à-dire un accompagnement depuis la production à la commercialisation. Cette méthode consiste non seulement à mettre en contact les producteurs et les partenaires techniques mais aussi la production et la commercialisation. Nous faisons d'ailleurs des sensibilisations dans les villages sur leurs différentes offres de crédits. (Extrait des propos d'un responsable de microfinance de la commune).

Le suivi-accompagnement des microfinances aux phases clés des activités de production et de commercialisation des produits agricoles s'inscrit dans l'optique d'une rentabilisation des investissements pouvant éviter le gaspillage des fonds de crédits selon les concepteurs des projets. Ce suivi des différents techniciens agricoles et financiers a l'avantage d'aider les producteurs dans le choix des cultures adaptées au climat et au sol en vue d'espérer de bonnes récoltes. Cependant, il est perçu comme une méthode de surveillance de l'emprunteur par le gendarme dans le but de récupérer ses fonds prêtés que d'impulser un véritable changement de ses conditions de production et de vie.

De surcroît, les conditions à remplir pour bénéficier de ces crédits agricoles ne sont pas à la portée de tous les producteurs, notamment les exigences d'ouverture d'un compte et de caution

morale. L'ouverture de compte s'effectue sur la présentation de document d'identité, de photos passeport et l'acquittement des frais, ce qui suggère des dépenses et un long processus qui déboutent les paysans.

Les crédits sont donnés sur la base d'une étude de dossier (demande) du client en considérant les critères tels que la maîtrise du secteur de production, le respect de la saison de production du produit, la maîtrise des risques du secteur de production, ouverture d'un compte d'épargne et la caution morale d'une personne qui se porte garant en cas de problèmes. Le taux d'intérêt est de 1 % dégressif pour le secteur agricole. (Propos d'un agent crédit de FUCEC, interviewé à Lavié).

La caution morale constitue une condition particulière corsée pour les paysans n'ayant pas de revenu mensuel pour rassurer qu'ils peuvent rembourser leurs prêts, ce qui fait qu'ils doivent chercher un salarié qui les soutienne. Bien que les producteurs connaissent très bien ces microfinances, peu y sollicitent les crédits pour financer leurs activités en raison des conditions drastiques de recouvrement. L'incapacité des producteurs à détenir un compte d'épargne auprès des microfinances, la caution et surtout la crainte des mesures draconiennes de recouvrement des fonds repoussent les paysans des prêts agricoles, même si l'Etat se porte comme caution. Les aléas climatiques, les feux de végétation, les problèmes de transhumance sont autant de facteurs autant que le manque de financement adéquat, des faibles rendements agricoles dans la commune de Kloti 2 qui ne favorisent pas le remboursement des crédits. L'accompagnement conjugué des microfinances et des services agricoles est d'une nécessité pour améliorer les conditions de production des paysans.



**Tableau 1 : Répartition des enquêtés selon le rendement agricole et l'obtention de crédits financiers des projets de l'Etat**

Obtention de crédits liés aux projets agricoles		Rendement agricole			Total
		Oui	Non	Pas vraiment	
Oui	Effectif	7	0	4	11
	Pourcentage	63,6	0,0	36,4	100,0
Non	Effectif	16	44	46	106
	Pourcentage	15,1	41,5	43,4	100,0
Pas vraiment	Effectif	4	0	10	14
	Pourcentage	28,6	0,0	71,4	100,0
Total	Effectif	27	44	60	131
	Pourcentage	20,6	33,6	45,8	100,0

**Source :** résultats du terrain de Juin 2022

Les résultats du tableau n°2 montrent que sur un effectif de 131 enquêtés, seulement 11 ont des crédits financiers provenant des projets agricoles étatiques pour mener leurs activités, parmi lesquels, 07 personnes ont de bons rendements. Par contre, 120 personnes enquêtées n'ont pas du tout de moyens pour mener leurs activités agricoles et 84,9 % ne connaissent pas du tout de bons rendements.

Il ressort de l'analyse que les producteurs de la commune ne reçoivent pas suffisamment de moyens devant leur permettre de financer leurs travaux champêtres, ce qui engendre des répercussions négatives sur les rendements agricoles. Les moyens matériels, financiers et d'accompagnements techniques adéquats manquent sur le terrain malgré les différents projets agricoles censés apporter des solutions aux conditions de production des paysans. Cet état de chose impacte le rendement agricole dans la commune de Kloto2.

La majorité des producteurs de la commune de Kloto 2 font des efforts personnels ou recourent à l'aide familiale pour assurer les différentes activités champêtres requises pour obtenir de bonnes

récoltes, malgré l'importance du financement dans la détermination du rendement agricole chez les producteurs.

**Tableau 2 : Répartition selon le rendement agricole et l'ouverture d'un compte d'épargne**

Ouverture d'un compte d'épargne		Rendement agricole			Total
		Oui	Non	Pas vraiment	
Oui	Effectif	9	5	11	25
	Pourcentage	36,0	20,0	44,0	100,0
Non	Effectif	18	38	48	104
	Pourcentage	17,3	36,5	46,2	100,0
Pas vraiment	Effectif	27	43	59	129
	Pourcentage	20,9	33,3	45,7	100,0

*Sources : résultats du terrain, Juin 2022*

Les résultats montrent que 129 enquêtés n'ont pas de compte d'épargne en lien avec leurs activités agricoles sur seulement 25 qui les détiennent. Sur ces personnes, seules 9 ont de bons rendements contre 16 qui n'en ont pas eu, ce qui souligne que l'ouverture d'un compte est peu liée au bon rendement agricole des paysans. De fait, la majorité des producteurs enquêtés, soit 104 enquêtés, n'ont de compte dans aucune microfinance du fait que les activités agricoles ne procurent pas de revenus conséquents pouvant permettre aux producteurs d'économiser une partie de leurs revenus sur un compte. D'ailleurs, il leur est difficile de subvenir aux charges familiales de santé, d'éducation de leurs enfants pour rêver épargner, ce qui traduit la précarité dans laquelle vivent les populations de la commune de Klotto 2, où les maisons qu'ils habitent se trouvent dans un état de délabrement avancé. Les financements des projets agricoles touchent difficilement les populations rurales dont l'amélioration des conditions constitue la principale préoccupation des décideurs.

Les producteurs reçoivent rarement l'aide de l'Etat à travers le FNFI et le FAIEJ. Ces rares appuis ne viennent qu'en périodes électorales laissant les paysans à eux-mêmes le reste du temps. Les crédits ne sont pas disponibles au moment où les producteurs éprouvent les besoins en pleine saison des cultures, tels qu'il ressort des propos de cet interviewé du village d'Agoviépé dans le canton de Huimé : « Les procédures administratives et les décaissements prennent du temps jusqu'à ce que l'on rentre dans les périodes les saisons sèches, où cette somme est souvent utilisée pour d'autres fins que l'agriculture ». Certains donc électoraux n'ont rien à avoir avec le besoin du milieu, tel que le démontre ce bénéficiaire du FAIEJ : « le taux d'intérêt des crédits est trop élevé (11%) et le temps impartis pour le remboursement est trop court, ce qui met les producteurs dans un cycle d'endettement dans le cas de mauvaises récoltes. Le système traditionnel de production mobilisant l'énergie et la force physique du paysan ne répond plus aux réalités de la production agricole dans la commune. »

## **5. Discussion des résultats**

Les résultats de cette recherche ont montré que les projets agricoles adaptés aux besoins réels des producteurs sont peu perfectibles dans la commune de Kloto 2, dans la mesure où les populations ignorent leur réalisation et en ont très peu bénéficié dans leurs milieux. Ces projets n'ont pas induit d'impact sérieux sur les pratiques agricoles qui demeurent traditionnelles, sans une véritable poussée de modernisation et de mécanisation. Les outils rudimentaires de houe, daba, coupe demeurent les instruments utilisés par les producteurs dans les conditions de non maîtrise de la pluviométrie. Une telle situation accentue la stagnation des producteurs dans des conditions de vie précaires et misérables.

L'échec des projets agricoles entretient un cercle vicieux de misère rurale caractérisée par la maigre productivité et l'insécurité alimentaire, ce que confirment l'inquiétude rejaillissant des travaux de M. Konaté (2010, p. 3) « pourquoi les pauvres Africains végètent depuis si longtemps dans cette situation désastreuse malgré les immenses richesses dont regorgent leurs sous-sols ? » Les politiques agricoles financées par l'aide extérieure comportent de sérieux dysfonctionnements qui marquent l'échec de transformation sociale d'envergure de la paysannerie et posent un problème de gouvernance qui emballe tous les acteurs du système agricole, en proue le pouvoir public. C'est ce que soulignent les travaux de M. A. Blewussi, (2015, p 37) selon lesquels les actions de lutte contre la pauvreté parviennent rarement à endiguer la détérioration des conditions de vie des populations des pays pauvres, du fait de l'absence d'instruments devant permettre à ces populations d'influencer les modalités d'organisation et d'exécution des actions dont elles doivent profiter.

Cependant, il convient de souligner que l'inadaptation des projets agricoles aux réalités du monde paysan ne constitue pas les seules causes des mauvaises conditions socioéconomiques des producteurs. Le conservatisme des producteurs et leur non réceptivité aux innovations techniques et leur non adaptation aux changements d'ordre climatique, environnemental influence également le niveau de vie des acteurs ruraux. Conscient de ces contre-performances, l'Etat togolais attend améliorer ses interventions en vue de permettre « une agriculture moderne, durable et à haute valeur ajoutée au service de la sécurité alimentaire nationale et régionale, d'une économie forte, inclusive, compétitive et génératrice d'emplois décents et stables à l'horizon 2030 » (République Togolaise, 2015, p.6).

## Conclusion

Cet article traite, dans une approche qualitative et quantitative, de l'impact des politiques agricoles sur les conditions de vie socioéconomique des populations de la commune de Kloto 2 au Togo. Les résultats révèlent que malgré le financement de plusieurs projets de développement agricoles par l'Etat avec l'aide des partenaires techniques et financiers à l'instar de la Banque Mondiale, les producteurs peinent toujours à améliorer leurs conditions de vie et de travail. Les paysans nourrissent, en effet, de mauvaises perceptions vis-à-vis des projets agricoles étatiques et se réservent d'aller contracter des prêts au niveau des micro-finances qui ont à charge la gestion financière des fonds, à l'exemple du Fonds National de Finance Inclusive (FNFI). La résilience des paysans de la commune de Kloto 2 est ainsi faible et fait qu'ils s'enlisent davantage dans la précarité.

La portée sociale et utilitaire de cet article réside dans l'importance d'une implication des paysans ou producteurs dans toutes phases de la construction des politiques agricoles afin de mieux prendre en compte leurs réalités et d'éviter le détournement des projets destinés à transformer les conditions de production par des élites. Cette portée sociale et utilitaire est également nécessaire dans le processus de redynamisation des communautés rurales à travers la mise en place des coopératives dans les différentes filières agricoles et des systèmes efficaces de suivi et d'évaluation des programmes et projets agricoles au Togo.

## Références bibliographiques

**AGBE Yaovi Fagda Tchota et ATAKE Esso-Hanam**, 2023, « Les déterminants de la productivité agricole dans les pays de l'Afrique subsaharienne », *Revue internationale des économistes de langue française*, Vol. 8, n°2, p. 84-106

**CHABOSSOU1 Augustin Foster Comlan et DJOSSOU Christian Toundé**, 2022, « Effet de la stabilité politique sur la productivité agricole en Afrique Sub-Saharienne », *International Journal of Strategic Management and Economic studies (IJSMES)*, p. 109-125

**DOUKKALI Mohammed Rachid et GUEDEGBE Tharcisse**, 2017, *Relance de la productivité agricole en Afrique : l'espoir d'une sécurité alimentaire*, OCT Policy Center, Policy brief, Mars 2017, PB-17/10

**MOUNIER Alain**, 1992, *Les théories économiques de la croissance agricole*, NRA Economica, Paris.

**NKAMLEU Guy-Blaise**, 2004, « L'échec de la croissance de la productivité agricole en Afrique francophone », *Économie rurale*, n°279, pp. 53-65.

**REPUBLIQUE TOGOLAISE**, 2015, *La politique agricole assortie du plan stratégique pour la transformation de l'agriculture au Togo à l'horizon 2030 (PA-PSTAT 2030)*, Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique (MAEH).

**REPUBLIQUE TOGOLAISE**, 2022, *Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat*, Lomé, INSEED.

**REPUBLIQUE TOGOLAISE**, 2022, *Politiques agricoles du passé et actuelle*, Lomé, Direction des politiques, de la planification et du suivi-évaluation.